

Une invitation à créer une fédération mondiale pour la revitalisation des langues

Irun, le 25 septembre 2026

Passer d'une situation où chaque communauté s'organise pour préserver sa langue à une situation où les communautés linguistiques, ensemble, redéfinissent les conditions dans lesquelles leurs langues évoluent. À cette fin, lors du Congrès international BIHAR, Garabide a proposé la création d'une Fédération mondiale des langues en cours de revitalisation afin que, ensemble, elles puissent réformer les conditions dans lesquelles leurs langues évoluent. Avec la proposition présentée aujourd'hui à Irun, ils ont précisé que la fédération s'adressera aux communautés linguistiques, aux organismes sociaux, aux administrations publiques, aux institutions de recherche et à toutes les personnes engagées pour l'avenir des langues, et qu'elle n'a pas pour objectif de les représenter ni de les uniformiser. « Elle a pour vocation de nous permettre de nous connaître, de nous entraider et d'agir ensemble. »

« Jusqu'à présent, nous avons appris à préserver nos langues. À présent, ensemble, il est temps de créer de nouvelles conditions », ont déclaré Urtzi Urrutikoetxea et Jon Sarasua, membres de Garabide. À leurs côtés, des représentants de différentes communautés, qui accompagneront ces premiers pas, sont montés sur scène et ont expliqué que, pour l'instant, la rencontre d'aujourd'hui constituait une invitation à compléter ensemble cette proposition. Au cours des prochains mois, ils continueront à approfondir cette réflexion.

Le congrès BIHAR célèbre aujourd'hui sa troisième journée et, après avoir pris connaissance de différentes expériences, s'est attaché à identifier les similitudes et à réfléchir à la possibilité d'un récit et d'un imaginaire communs aux communautés linguistiques en cours de revitalisation à l'échelle mondiale. Lors de la table ronde, animée par Nerea Uriarte Goitia, de Garabide, une question a été posée : est-il possible d'articuler un récit ou un imaginaire partagé à l'échelle mondiale entre différentes communautés engagées dans la revitalisation linguistique et culturelle ?

Ont participé à cette table ronde Anna Belew, directrice du projet « The Endangered Languages Project » ; Mustapha el Adak, membre de la communauté amazighe du Rif et chercheur à l'université d'Oujda ; et Michel DeGraff, membre de la communauté créole d'Haïti et professeur au MIT Ayiti. Ils ont estimé qu'il était difficile de parvenir à un récit unifié, mais ont néanmoins réussi à identifier les caractéristiques communes aux communautés linguistiques en voie de revitalisation : « Nous avons en commun la lutte pour les droits de l'homme », « toutes partagent le désir d'être respectées » et la langue peut être la voie vers la liberté, « la linguistique de la libération, la liberté de décider de son avenir d'un point de vue linguistique ».

De la honte à la prise d'initiative

Ce matin, nous avons également eu l'occasion de découvrir diverses expériences menées à travers le monde. C'est le Kurde Tahir Baykusak qui a ouvert la journée. Issu de la mairie de Diyarbakir, il est directeur du département chargé du développement et de la préservation de la langue. Lors de son intervention d'aujourd'hui, il a évoqué la résistance des langues, la prise d'initiative, la mobilisation communautaire et la nécessité de nouveaux récits. Il a surtout évoqué la situation des Kurdes qui dépendent de l'État turc. Après un regard rétrospectif, depuis 2024, il affirme que l'on passe actuellement de la récupération à la revitalisation. « Avoir des théâtres, c'est important ; organiser des cours, c'est important, mais la langue a besoin d'être présente dans la famille, dans l'éducation, dans les institutions, et même dans l'imaginaire des jeunes. Comment y parvenir ? Ensemble. Nous pouvons nous aussi tirer des enseignements de ce que les autres ont fait. Il faut savoir résister, mais nous devons apprendre comment les institutions doivent fonctionner et comment transmettre la langue aux nouvelles générations. »

Issue de la communauté Lil'wat, Lorna Wanosts' est venue de Williams, en Colombie-Britannique (Canada), et occupe le poste de directrice du département de revitalisation des langues à l'université de Victoria. Elle a évoqué les récits et l'autonomisation de la communauté : la construction d'une capacité d'action collective à travers sa propre voix. « Les intempéries au Canada nous ont permis de nous réunir et de raconter des histoires ; c'est à travers ces récits que nous avons transmis notre savoir. Grâce à eux, nous avons appris à prendre soin de la terre, des animaux, à savoir où nous pouvons aller et où nous ne devons pas aller... Ces histoires parlent de la vie. La langue parlée revêt une importance capitale. Nous devons renouer avec la terre, à travers la langue », a-t-elle souligné.

Clayton Cruse (son « nom pour les Blancs »), membre de la communauté adnyamathanha et représentant de l'IDIL Australie, est venu d'Australie. Il a évoqué la voix et la justice, les luttes sociales pour la revitalisation des langues et le passage à l'autonomie. Il a souligné que l'Australie ne dispose d'aucune politique nationale ni d'aucune loi fédérale sur les langues aborigènes. « Nous élaborons actuellement une loi sur les langues autochtones qui reconnaisse ce droit. Nous voulons avoir notre propre place à la table des discussions, notre propre droit de décision. Les Aborigènes sont le peuple le plus consulté au monde, mais ces réponses restent dans un tiroir. Nous travaillons à combler ce fossé ».

Nous sommes de nouveau au Canada. Barbara Filion, membre de la communauté innu-aimun et responsable du programme culturel de la Commission canadienne pour l'UNESCO, a abordé la question des droits au-delà de la reconnaissance, ainsi que leur transposition dans la politique linguistique issue de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Elle a rappelé que la langue est un droit humain et que la langue englobe tous les droits. Au Canada, il existe plus de 80 langues qui ne bénéficient d'aucune reconnaissance. « Nous œuvrons pour que la langue soit reconnue comme un droit. Le Canada a pris en compte la reconnaissance des Nations Unies et cela se concrétise progressivement, grâce à une série de recommandations formulées par notre groupe de travail. » Elle a également évoqué la situation au Québec. « C'est un contexte très difficile pour nos langues, car il existe une volonté farouche de protéger le français. Ils ne veulent pas passer pour des colonisateurs, ils affirment qu'ils sont eux-mêmes les colonisés, et il existe un mouvement visant à faire disparaître les langues minoritaires ; les langues autochtones sont totalement niées. »

Ganesh Devy, de l'organisation « The People's Linguistic Survey of India », a évoqué la situation en Inde. Il a abordé les discours culturels et la construction symbolique de l'attachement identitaire. Il a fourni des données sur l'Inde, notamment le fait que le recensement de 1961 avait recensé 1 652 langues maternelles, un chiffre qui est tombé à 109 dans le registre officiel actuel.